

Avec 3% attendus ce 2<sup>e</sup> trimestre

# La croissance du PIB se tasse de 1,2 point

Après 2,8% de croissance à fin mars 2018, le PIB devrait gagner 0,2 point supplémentaire ce deuxième trimestre. Cette petite accélération cache en fait un tassement, comparé à 2017 qui avait affiché 4,2% sur la même période. Il n'empêche, l'activité resterait soutenue par le secteur agricole, la demande intérieure et extérieure et le raffermissement de l'investissement en produits industriels, selon les pronostics du HCP.

La croissance économique nationale devrait «légèrement s'accélérer» au deuxième trimestre 2018, s'établissant à 3% après 2,8% estimés au premier trimestre. Sur l'année, il s'agit plutôt d'un tassement, car le deuxième trimestre 2017 avait enregistré une hausse du PIB de 4,2%.

L'évolution attendue pour ce trimestre 2018 est attribuée à l'accroissement de 3,2% de la valeur ajoutée, hors agriculture (au lieu de 2,8% un an plus tôt), et de la demande mondiale adressée au Maroc qui progresserait à un rythme de 5,1%. «Cette hausse devrait profiter aux industries exportatrices, notamment l'automobile, l'aéronautique et le textile-cuir. Toutefois, la hausse des importations des produits énergétiques, dans un contexte de renchérissement prévu des cours mondiaux du pétrole (63 dollars le baril, au lieu de 51 dollars un an plus tôt), continuerait à grever la balance commerciale», détaille le Haut Commissariat au Plan (HCP). La consommation privée des ménages est également sur un trend haussier, sa valeur ajoutée devant s'améliorer de 3,7% ce deuxième trimestre. La croissance de la formation brute de capital fixe (FBCF) se situerait pour sa part à 3,6%, vu le raffermissement de l'investissement en produits industriels. Dans ce contexte, la valeur ajoutée industrielle est promise, selon les prévisions du HCP, à une hausse de 2,7%. En revanche, l'activité minière devrait reculer de 1,9%, impactée par la volatilité accrue des cours internationaux agricoles, l'incertitude autour des perspectives d'évolution des exportations chinoises et le maintien de l'excédent de l'offre mondiale des fertilisants. Ces facteurs pèseraient sur la dynamique de croissance de la demande étrangère adressée aux engrais phosphatés locaux, «induisant un retour de l'activité minière vers son sentier de croissance de moyen terme, après le rebond enregistré en 2017», précise le HCP. Pour ce qui est du secteur tertiaire, sa valeur ajoutée monterait de 3,3%, contribuant pour environ 1,6 point à la croissance du PIB. Au premier trimestre 2018, la croissance du PIB aurait atteint 2,9% contre 3,8% un an plus tôt. L'activité



Au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, la valeur ajoutée industrielle est promise, selon les prévisions du HCP, à une hausse de 2,7%.

agricole serait restée relativement «dynamique», bien qu'en repli de 0,5% sur un an. «La production végétale serait la troisième plus élevée depuis 2011, grâce notamment aux perspectives favorables de récolte des céréales, des produits maraichers de saison et des rosacées», explique l'institution.

Hors agriculture, la valeur ajoutée se serait accrue de 3,2% après 2,4% une année auparavant. Elle contribue de ce fait à près de 1,6 point à la croissance globale du PIB. Selon le HCP, le tertiaire aurait continué de soutenir l'activité économique, grâce notamment à la bonne orientation du commerce, du transport et des activités touristiques. «La valeur ajoutée de l'hébergement et de la restauration se serait, en effet, raffermie de 7,7%, en variation annuelle, favorisée par une hausse de 18,3% des recettes voyages et de 9,9% des nuitées». Sur la même période, la demande étrangère adressée au Maroc se serait améliorée de 5,2%, à la faveur de l'orientation favorable des importations des pays de la zone euro. Ainsi, les exportations de biens ont connu une hausse estimée à 8%, compte tenu de la relance des expéditions du secteur automobile, en particulier la construction.

La FBCF aurait augmenté de 2,9% en volume, au lieu de 5,3% au premier trimestre 2017. Sa contribution à la croissance du PIB est de 0,9 point.

Pour sa part, l'investissement public en infrastructures de base se serait renforcé par rapport à l'année précédente, tandis que l'investissement en bâtiment aurait poursuivi son ralentissement entamé depuis la mi-2012, pâtissant de la faiblesse de la demande adressée à l'habitat de moyen et haut standing. ■

Ilham Lamrani Amine

La consommation privée des ménages est également sur un trend haussier, sa valeur ajoutée devant s'améliorer de 3,7%.